

François Martou, militant anticapitaliste

Jean Daems

Ancien secrétaire général du MOC

“Les simplismes libéraux ont été érigés en dogmes : il faut privatiser, augmenter les profits, diminuer la part salariale dans la valeur ajoutée, augmenter les revenus des dirigeants par des stock-options, diminuer les impôts sur les hauts revenus et les bénéfiques. L'accroissement des inégalités est allé de pair avec le modèle américain de l'endettement. Les ménages en étaient à 100 % de dettes par rapport au PIB (pour 40 % en Europe continentale). Il fallait, d'autre part, des profits à 2 chiffres avec une croissance à 2 chiffres.

L'Europe, avec ses modèles sociaux, devenait le problème, la Bourse et la flexibilité, la solution.

Les meilleurs économistes ont averti de l'impasse dans laquelle on était engagés. C'était le message de prix Nobel tels que Stiglitz et Krugman, ainsi que de Michel Aglietta et de Jean Peyrelevade. Mais les dirigeants financiers et la majorité des économistes sont restés sourds et aveugles à ces avertissements. Au contraire, s'est développé le modèle de l'autorégulation et de la “corporate governance”. La pensée unique et la cupidité des dirigeants cohabitent avec des appels stériles à l'éthique...

Les codes de gouvernance “à la Lippens” ont montré leurs limites. Mais l'aliénation au modèle culturel dominant empêche, dans un premier temps, le développement d'une vraie alternative. Le combat est autant une question idéologique et culturelle qu'économique.”

Ces quelques lignes, François Martou les prononçait (et les écrivait) encore quelques jours avant sa mort. Jusqu'au bout, il n'aura eu de cesse d'expliquer, de décortiquer et de dénoncer les dérives du capitalisme débridé et leurs conséquences désastreuses.

Le fait de prendre sa retraite à l'UCL en 2003 n'avait en rien diminué son ardeur militante. On pourrait même dire que



la crise économique et financière qui a éclaté en 2008 avait entraîné chez lui un regain d'énergie.

Et quelle énergie ! Il avait commencé tôt. Etudiant à l'UCL, il avait déjà participé activement au MUBEF, mouvement étudiant radical des années soixante. Devenu professeur d'économie, il participa d'emblée à la création d'une section syndicale (CNE) parmi les membres du corps académique.

C'est en 1985 qu'il devient président du MOC (Mouvement ouvrier chrétien), organisation qu'il marquera de façon définitive en la désenclavant plus radicalement et plus concrètement du pilier chrétien, au nom du pluralisme, de l'ouverture et de l'union de la gauche qu'il aura recherchés toute sa vie.

Véritable force de la nature, il semble avoir vécu plusieurs vies en même temps. Professeur à l'UCL, il fut le premier directeur de la FOPES (faculté ouverte de politique économique et sociale) qui en-

tend assurer la formation universitaire de celles et ceux qui, adultes engagés dans les mouvements sociaux, n'ont pas pu suivre la voie traditionnelle de l'enseignement secondaire et supérieur.

Parallèlement, il assume quatre mandats successifs à la présidence du MOC où son indépendance d'esprit, sa puissance d'analyse et son engagement sans faille lui confèrent une autorité incontestée. Il y développera fortement les initiatives de formation, notamment de formation politique des militants et des cadres, tout en assumant pleinement une série de mandats économiques (BNB, ARCO, Bacob, EPC-Ciney), politiques (RTBF, Politique scientifique, UCL) et sociaux (Associations pour handicapés, Mutualité chrétienne...). Ce n'est pas sans raison que certains l'appelaient François Partout...

Il était particulièrement généreux de son temps. Aucun groupe, aucun individu ne pourrait affirmer qu'il ait refusé une rencontre, un conseil, un exposé. Et tout cela sans jamais négliger son travail de professeur... ni sa famille. L'homme, aux multiples talents savait se multiplier.

Partout, il l'était assurément, y compris là où on ne l'attendait pas, par exemple comme candidat sur la liste PS du Sénat en 2007 ! D'aucuns s'en sont offusqués. Comment lui, le leader associatif si attaché à l'indépendance des acteurs sociaux par rapport aux partis politiques, pouvait-il, à peine sorti de charge, s'embrigader dans un parti, et au PS en plus ? Il s'en est souvent expliqué, argumentant son choix par l'urgence de resserrer les rangs de la gauche et la nécessité de faire confiance au programme du Parti Socialiste pour garantir l'avenir de la sécurité sociale et, plus globalement, de notre modèle social de développement. ■